

# COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2<sup>e</sup> ANNEE | N<sup>o</sup> 39 |

| 15 DÉCEMBRE 1925

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**LE NOUVEAU DIRECTOIRE.** — Le Directoire militaire espagnol s'est transformé, le 2 décembre, en directoire civil. Les membres du nouveau gouvernement ont la catégorie et le titre de ministres, ce dont les membres du directoire disparu manquaient. Voici la constitution du cabinet actuel : Présidence, Primo de Rivera; Finances, Calvo Sotelo; Marine, amiral Cornejo; Guerre, général duc de Tétouan; Intérieur, général Martínez Anido; Instruction publique, Calleja; Travaux publics, marquis de Guadalorce; Justice, Gal Ponte; Affaires étrangères, languas; Travail, Aunos. Comme on le voit, le gouvernement espagnol n'a plus officiellement un caractère militaire; il n'en compte pas moins trois généraux, et un amiral.

**LE COMLOT MILITAIRE.** — Le gouvernement espagnol n'a pas encore tenu sa promesse de fixer l'opinion publique sur le dernier complot militaire. Le général Primo de Rivera, on s'en souvient, déclara, avant le remaniement du cabinet, qu'il révélerait certains faits tenus secrets jusqu'alors. Mais ces révélations ne sont pas venues. Evidemment, il craint un nouveau complot et une nouvelle intrusion des Juntas militaires dans les affaires intérieures. On lui impose le silence, comme on lui imposera l'impunité des officiers compromis. Le mécontentement dans l'armée est aussi vif qu'avant le remaniement dictatorial. Il faut donc s'attendre à des nouveaux conflits au sein de la famille militaire.

**CONDAMNATIONS.** — Les tribunaux militaires espagnols ont imposé en Catalogne les peines suivantes pour des délits dits contre l'intégrité de la patrie : à M. Jaume Vizcarro Fibla, un an et sept mois de prison; à M. Joan Cortès, deux ans de prison; à M. Lluís Barsi, deux ans et deux mois de prison. De nouveaux conseils de guerre ont été annoncés. MM. Melcior Martínez et Maunel Isern, emprisonnés depuis quelques semaines, ont été mis provisoirement en liberté sous caution. M. Josep Rogla, inculpé d'avoir insulté l'armée, bénéficie d'un non-lieu. Il est, dans les prisons, quatre détenus, accusés de séparatisme, qui sont au secret depuis plus de trois semaines.

**LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE.** — Le déficit budgétaire espagnol, qui atteignait 600 millions de pesetas pour l'exercice 1923-24, atteindra 650 millions pour l'exercice 1924-25. Si on se souvient que les recettes totales atteignent à peine 2 milliards et demi de pesetas, on voit que le déficit ressort au chiffre considérable de 26 %. Ce désarroi financier rend plus aiguë la crise économique de l'Espagne.

**CONTRE LA PRESSE.** — Le journal démocratique L'Avenir, de Sabadell, fondé par le regretté Francesc Layret, le député catalan assassiné en 1919 par les bandes de terroristes gouvernementaux, vient d'être supprimé par ordre de l'autorité. D'autres journaux catalans ont été punis d'amende.

**CRISES MUNICIPALES.** — De nouvelles crises se sont produites au sein des municipalités catalanes. Elles témoignent, une fois de plus, du désarroi administratif créé, dans les communes, par le système de nomination des conseillers municipaux adopté par le Directoire. Parmi les communes en crise il faut nommer : Sitges, Reus, Sabadell, Banyoles, Mataro et Barcelone.

**PÈLERINAGE PATRIOTIQUE.** — Un prêtre plus zélé des choses temporelles que des choses spirituelles, le P. Montagut, chanoine de Badajoz, mais habitant Barcelone, avait organisé un pèlerinage à Rome, sous prétexte d'y racheter l'honneur espagnol, souillé, prétendait-il, par l'Orfeo Catala. L'Osservatore Romano, qui enregistre tous les pèlerinages n'a soufflé mot de celui du P. Montagut. Toutefois, à son retour de Barcelone, le chanoine de Badajoz a été fêté par les autorités. Le général gouverneur de la ville, Milans del Bosch, a salué en la personne du P. Montagut le futur évêque; et celui-ci, en oubliant son ministère spirituel, a prêché la guerre sainte contre les séparatistes catalans. Il a invoqué sérieusement la nécessité de faire verser du sang. La presse catalane a répondu au P. Montagut, qu'il ferait mieux, évidemment, s'il voulait ne pas s'écarter de son rôle et s'il tenait à imposer l'esprit espagnol aux Catalans, de s'inspirer, non pas du Cid, mais des grands mystiques castillans. Mais le P. Montagut insiste sur la nécessité d'anéantir la Catalogne par le fer et par le feu.

**RAPPORTS INTELLECTUELS FRANCO-CATALANS.** — Avant de quitter Barcelone,

## LA PREMIÈRE ABDICATION

La métamorphose de Primo de Rivera, dictateur militaire, en président du Conseil d'un cabinet civil nous laisse tout pantois. Il y a belle lurette que l'ingénieux président du Directoire nous avait annoncé cette transformation. Si longtemps que nous ne l'attendions plus.

Quoi qu'il en soit, cette pirouette (ce n'est que cela), ce changement de casquette, si vous préférez, a un sens. Il démontre que le tyran a éprouvé le besoin de jeter du lest : simple manière de gagner du temps. Il démontre que la situation du Directoire militaire ne pouvait plus se prolonger.

Que durera ce Directoire nouveau style? On connaît sa décision de ne pas convoquer le Parlement, et de maintenir la censure. Avouons-nous que le cynisme des généraux du Directoire nous paraissait plus noble que la fourberie de leurs successeurs? Sous des apparences plus conciliantes et plus respectueuses de la Constitution, ils se proposent tout bonnement de continuer à abuser du pouvoir, tout comme leurs devanciers.

Je sais bien que les maires des villes, et les gouverneurs des provinces cesseront d'appartenir à l'armée. Celle-ci serait, dit-on, définitivement écartée de la vie politique. Il est peu probable qu'elle accepte ce renvoi au second plan de la vie publique. Primo a su se faire, dans ses rangs, de solides inimitiés. On peut prévoir que le général camouflé en Président du Conseil civil aurait tort de trop compter sur la sympathie ou l'appui de ses camarades de l'armée. Mais il faut convenir que l'abandon des charges publiques par les officiers constitue un allègement au régime dictatorial qui dura près de vingt-sept mois.

Néanmoins, les maires continuent à recevoir

l'investiture du pouvoir central, et non pas du collège électoral. Ce qui signifie que Primo se méfie encore des sentiments du peuple à son égard. Néanmoins, le Parlement ne sera pas convoqué. Ce qui signifie que Primo ne tient pas à se soumettre encore au contrôle des assemblées législatives. Ce sont ces deux craintes qui, devant l'opinion européenne, le jugent, et le condamnent.

Du moins, Mussolini a-t-il maintenu pour la forme, pour l'illusion du peuple et du public étranger, les parades parlementaires. Du moins a-t-il feint, tout dictateur qu'il est, de se plier au contrôle de la majorité... quitte à composer soi-même cette majorité. Il a su sauver les apparences constitutionnelles. Cette habileté lui vaut un prestige réel, qu'il serait vain de nier.

Mais Primo? En vain cherchera-t-il encore les membres bénévoles de l'Union Patriotique. Il ne saurait y rencontrer que ceux qu'il a désignés d'office! S'il y a des fascistes jusqu'en France (et combien peu nombreux!), on peut dire qu'en Espagne l'exemple et la vertu de Primo de Rivera ont dégoûté tout le monde de cette doctrine nouvelle.

L'expérience, évidemment, aura servi à quelque chose : elle aura servi à édifier l'Espagne sur la valeur politique et administrative de ses généraux, comme elle aura servi à l'édifier sur la valeur de leurs promesses. Puisque, désormais, le Directoire est condamné par celui-là même qui l'avait formé (s'il ne doutait de lui, il ne répudierait point ses collaborateurs), souhaitons que l'expérience en porte tous ses fruits.

Et quant à la Catalogne, c'est maintenant que son rôle va commencer.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## LE NOUVEAU DIRECTOIRE

### Situation inchangée en Espagne

On nous mande de Madrid :

Comme on s'y attendait, le Directoire militaire, sous la pression des Juntas, qui continuent à gouverner l'Espagne, a cédé la place à un Directoire soi-disant civil et comprenant jusqu'à quatre officiers supérieurs : le Dictateur lui-même, le sinistre général Martínez Anido, le général duc de Tétouan et l'amiral Cornejo. Ce cabinet, constitué le 2 décembre, ne change en rien le régime de la dictature; il n'en change, comme l'avoue le *Liberal* de Madrid, que la dénomination. « Il s'agit, ajoute ce journal, d'un cabinet militaire avec arrivée de personnalités du monde civil, mais c'est toujours une dictature. » « La seule issue possible, conclut le *Liberal*, est celle qui conduit à la restauration des libertés publiques. »

Ces libertés, en effet, restent supprimées. L'organe officiel du parti au nom duquel le nouveau cabinet entend gouverner, c'est-à-dire de l'Union Patriotique, la *Nacion*, l'a dit dans des termes qui n'offrent aucun doute. A un autre journal qui faisait une plaidoirie éloquent en faveur du rétablissement des libertés publiques, la *Nacion* a répondu :

Les libertés publiques auxquelles on tient le moins aujourd'hui, ce sont celles qui ne permettent pas aux citoyens de travailler, celles qui empêchaient les Espagnols de vivre en paix et celles que l'on invoquait à tout instant pour exercer le droit prétendu de troubler l'ordre public, de mettre en échec le principe d'autorité, de combattre violemment les institutions fondamentales, d'ébranler la discipline de l'armée, d'outrager le drapeau et de corrompre l'administration publique. Nous n'avons entendu aucun citoyen libéral se plaindre du manque de ces libertés.

Ce ton moqueur et même cynique est bien celui de Primo de Rivera, lequel, dans sa déclaration ministérielle, estime que le nouveau gouvernement s'occupera de l'administration, de maintenir constamment le principe de l'autorité au moyen des procédés exceptionnellement requis par toutes les périodes de modification des constitutions. Pourtant, il affirme qu'il s'occupera plus tard du rétablissement du régime constitutionnel normal et déclare que la Constitution de 1876 est parfaite. Que penser de ces contradictions?

Pour le nouveau Directoire, donc, la question du

M. Henry Bordeaux, de l'Académie Française, a été l'objet d'une brillante manifestation de sympathie. On lui a offert un grand banquet. L'*Athénée Encyclopédique Populaire*, de Barcelone, a organisé une série de conférences sur l'œuvre de Léon Bourgeois. Ces conférences ont été données par M. Josep Maria de Sucre, très connu en Catalogne par ses essais littéraires et politiques.

veau gouvernement l'intention de mettre en vigueur certains articles de la Constitution suspendus par le Directoire. Toutefois, la province de Barcelone ne jouirait pas de ce bénéfice. Des notes échangées entre le roi et le général Primo de Rivera, on déduit ce qui suit :

L'armée et la marine ont exigé la démission de ceux qui se disaient leurs représentants au pouvoir. La *Correspondencia Militar* l'avoue franchement et elle ajoute : « Il faut que tous ceux qui occupent des postes non militaires s'en aillent. » Le roi a exprimé le désir que, sous peu, le pays revienne à un état normal, et que toutes les mesures d'exception soient supprimées. Mais si cela arrivait, Primo de Rivera et surtout Martínez Anido devraient quitter immédiatement le pouvoir. Ce dernier est donc intéressé à ce que la chose ne se produise pas.

C'est le général Martínez Anido qui a exploité le mécontentement des militaires et qui a fait emprisonner MM. Trias, Miracle et Oliva, anciens députés catalans, les deux premiers, pour faire croire aux militaires qui restaient neutres que ceux qui complotaient étaient en rapports avec certains éléments séparatistes.

Le roi prône le retour à un état régulier. Ce retour amènera certainement la chute du gouvernement actuel, celle du ministre de l'Intérieur, en premier lieu. Aussi, celui-ci prend toutes sortes de mesures pour parer le coup. D'après des renseignements puisés à une bonne source, le général Martínez Anido n'est pas hostile au retour à cet état normal dans la province de Barcelone, et pour cause. La liberté de réunion établie, ses agents provoqueraient, comme par le passé, des révoltes des classes ouvrières et des attentats sans nombre. Ces événements, faciles à susciter, exigeraient le retour à un régime d'exception et feraient comprendre au roi et à l'opinion conservatrice de l'Espagne que le pays ne peut être gouverné autrement que par une Dictature, militaire ou civile.

La mise en liberté de Pestana, Peyro et d'autres éléments ouvriers et le maintien aux arrêts d'autres syndicalistes et communistes qui avaient été détenus avec eux signifient que le gouvernement désire les agissements des premiers et craint par contre ceux des autres. Le motif de la grève générale envisagée pourrait être occasionné par un mouvement de protestation contre la détention injuste des ouvriers qui restent emprisonnés, ou par un autre motif quelconque pouvant réveiller la sympathie idéaliste des ouvriers catalans. Cela seul risquant de ne pas produire l'effet voulu, il se produirait par contre des attentats faisant encore des victimes. On parle des agissements de certains terroristes salariés des syndicats dits libres, fondés par Martínez Anido. Les bandes de *pistoleros* se réorganisent, dirigées par les assassins du député Layret et par un capitaine de l'armée qui s'est rendu fameux par son rôle d'agent provocateur.

## Un Commentaire à retenir

Dans son numéro du 29 novembre dernier, *La Libre Belgique*, de Bruxelles, étudie la situation politique espagnole. En parlant du dernier complot militaire, ce journal écrit :

Les fameuses *juntas* d'officiers qui aidèrent Primo de Rivera à réaliser son coup d'Etat semblent s'être reformées dans l'armée en se tournant contre lui. On reproche au Dictateur, comme on reprochait aux anciens partis politiques, de n'avoir guère de faveurs que pour les amis. Les récompenses accordées à profusion aux officiers qui ont débarqué à Alhucemas et pris Adjir ont soulevé l'indignation dans les rangs de ceux qui combattirent et peinent au Maroc des années sans rien voir. Il paraît que l'objet du complot était de renverser le Directoire et de faire immédiatement des élections sur cette simple question : république ou monarchie? Il appert en tout cas de l'événement que la solidarité de l'armée avec le dictateur, tant de fois claironnée par celui-ci, n'existe pas. On le savait.

*La Libre Belgique* commente l'état d'esprit des Espagnols vis-à-vis de l'affaire marocaine et souligne l'adhésion du pays à la thèse abandonniste de M. Cambó. Le journal belge écrit :

Les Français seront sages de penser à cet état d'esprit de la nation espagnole s'ils ne veulent pas demain se préparer des désillusions graves et avoir seuls sur les bras la lutte contre Abd-el-Krim. Il serait de leur intérêt de terminer le plus tôt possible cette campagne. Primo de Rivera le voudrait-il, il ne pourrait se retirer du Maroc. Il est engagé à fond. Il sent évidemment que le terrain est de moins en moins solide sous ses pas. Il voudrait bien passer la main à un autre, et on assure que le roi n'en serait pas fâché.

Plus loin, en commentant les projets politiques du dictateur, *La Libre Belgique* écrit :

Aucun homme politique ne voudra sans doute, à cette heure, des responsabilités marocaines. Primo de Rivera les a prises sur lui, il doit les accepter avec leurs conséquences. Il s'en rend compte, mais son amour-propre et, soyons-en sûr, l'insistance du Roi, le forcent à déclarer que, non seulement il ne faut pas renoncer au Maroc, mais qu'il faut réclamer Tanger. « Je suis d'accord avec vous, a-t-il dit à M. Cambó, pour reconnaître que le traité qui nous a jetés dans l'entreprise du Maroc n'a été ni heureux ni sage, surtout en laissant en dehors de notre protectorat Tanger. Et, si les puissances intéressées à cette zone de Tanger ne consentent pas à rectifier les traités, comment et par où voyez-vous la sortie de cet imbroglio? »

On ne sait rien du traité franco-espagnol qui scella la coopération des deux pays dans le Rif. On doute pourtant que Tanger ait été cédé sans plus à l'Espagne. Ville internationale, la France n'eût pu en disposer sans entente avec l'Angleterre. Si le « statu quo » n'a pas été modifié, l'imbroglio devant lequel se trouvera Primo de Rivera est encore plus redoutable qu'il ne le suppose.

On nous mande de Barcelone :

Les Catalans ont reçu la constitution du nouveau cabinet avec la plus grande indifférence. Ils savent que la situation est inchangée. La présence, au ministère de l'Intérieur, du trop fameux Martínez Anido leur confirme qu'ils seront poursuivis et malmenés comme auparavant. Le nombre des ouvriers qui chôment augmente de jour en jour. Les bandes de *pistoleros* se réorganisent, encouragées par les autorités, en vue de troubler toute manifestation ouvrière normale, de la faire dégénérer et de provoquer de nouvelles arrestations. Les catalanistes continuent à être poursuivis sous le moindre prétexte. Des feuilles clandestines et des tracts continuent à circuler profusément. Malgré le calme des esprits, on sent que la situation est de plus en plus grave.

Dans les milieux bien informés, on prête au nou-